

RCS : CHARTRES

Code greffe : 2801

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de CHARTRES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2022 B 00057

Numéro SIREN : 909 115 040

Nom ou dénomination : 2AGJY

Ce dépôt a été enregistré le 13/01/2022 sous le numéro de dépôt A2022/000189

2AGJY

**Société par Actions Simplifiée en cours de formation
au capital de 172.000 €
Siège Social : 2 rue de l'Orme au Chat
28 630 BARJOUVILLE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS
SUR LA VALEUR DES APPORTS
EFFECTUES PAR MONSIEUR JEAN-YVES DELAVOIS
AU PROFIT DE LA SOCIETE 2AGJY**

2AGJY

**Société par Actions Simplifiée en cours de formation
au capital de 172.000 €**

**Siège Social : 2 rue de l'Orme au Chat
28 630 BARJOUVILLE**

Rapport du Commissaire aux Apports Sur la valeur des apports

Aux associés,

En exécution de la mission de Commissaire aux Apports qui nous a été confiée par décision unanime de l'associé unique en date du 13 Décembre 2021, concernant l'apport de titres de la société APC détenus par Monsieur JEAN-YVES DELAVOIS à la société 2AGJY, nous avons établi le présent rapport sur la valeur de l'apport prévu par l'Article L. 223-9 du Code de Commerce.

La valeur de l'apport a été arrêtée sur la base de l'article 6 du projet de statuts de la société 2AGJY, bénéficiaire de l'apport. Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée.

A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicable à cette mission. Cette doctrine requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur au nominal des actions à émettre par la Société bénéficiaire des apports.

Notre mission prend fin avec le dépôt du rapport, il ne nous appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

Elle n'implique pas la validation du régime fiscal applicable à l'apport.

L'objectif du présent rapport est de vous éclairer sur la nature des apports, les méthodes d'évaluation retenues et l'appréciation que nous en faisons, afin que vous disposiez d'éléments pour prendre votre décision.

Nous vous prions de trouver, ci-après, nos constatations et conclusions suivantes :

I – PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DES APPORTS

1. Contexte de l'opération

L'apport global est constitué de 1.000 actions de la société S.A.S. APC en pleine propriété que détient Monsieur JEAN-YVES DELAVOIS.

2. Présentation des personnes physiques et morales concernées

Société 2AGJY

La Société bénéficiaire des apports est la société 2AGJY, société par actions simplifiée au capital de 172.000 €, divisé en 172.000 actions de 1 € de valeur nominale chacune. Elle a pour objet social principal :

- La prise de participations dans toutes sociétés quels qu'en soient la forme, l'objet et le pourcentage déteru dans le capital, afin de détenir et gérer tous titres sociaux ;

Son siège social est situé au 2 rue de l'Orme au Chat – à BARJOUVILLE (28 630).

La société est en cours d'immatriculation au RCS de CHARTRES.

Monsieur JEAN-YVES DELAVOIS

La personne physique réalisant les apports est Monsieur JEAN-YVES DELAVOIS, né le 11 juin 1970 à SAINT PIERRE D'OLERON (17), de nationalité française, demeurant 2 rue de l'Orme au Chat à BARJOUVILLE (28).

Société S.A.S. APC

La société APC est une société par actions simplifiée immatriculée le 31 juillet 2019 au Registre du Commerce et des Sociétés de CHARTRES sous le numéro 852 865 732.

Cette société a pour objet :

« - Ambulance transport sanitaire. »

Le capital social de la S.A.S. APC est DIX MILLE EUROS (10.000 €). Il est divisé en MILLE (1.000) actions de dix euros (10 €) chacune de valeur nominale.

3. Description de l'opération

L'opération envisagée est l'apport de 1.000 actions de la société S.A.S. APC représentant 100% du capital de la société S.A.S. APC détenues par Monsieur JEAN-YVES DELAVOIS.

L'opération consistant en l'apport des actions de la société S.A.S. APC détenues par Monsieur JEAN-YVES DELAVOIS, lesdites actions ont été évaluées à 172 € par action, représentant un apport estimé à 172.000 € pour la totalité des 1.000 actions apportées.

Caractéristiques essentielles de l'apport

L'apport sera réalisé avec effet à compter du jour de l'immatriculation de la société 2AGJY au registre du commerce et des sociétés. Elle en aura la jouissance à compter de cette même date.

Il est effectué sous le régime juridique de droit commun des apports en nature purs et simples tel que fixé par les dispositions de l'article L.223-9 du code de commerce.

Conditions suspensives

La réalisation définitive de l'opération d'apport est subordonnée à l'immatriculation de la société 2AGJY.

Rémunération de l'apport

En rémunération de son apport d'actions de la société S.A.S. APC, il sera attribué à Monsieur JEAN-YVES DELAVOIS 172.000 actions d'une valeur nominale de 1 € chacune.

4. Présentation de l'apport

Méthode d'évaluation retenue

L'évaluation des apports en nature ci-dessus a été effectuée au vu d'un rapport annexé aux présents statuts établis par la société PIERRE SULPICE EXPERTISE ET AUDIT, Commissaire aux apports désigné par la future associée unique.

Les apports ont été valorisés selon la consistance du patrimoine et de la rentabilité actuelle et future de la société S.A.S. APC.

Les titres de la société S.A.S. APC, dont l'apport est envisagé à titre de constitution du capital de la société 2AGJY, ont été évalués à leur valeur réelle estimée à 172.000 €, soit 172 € par action.

II – DILIGENCES ET APPRECIATIONS DE LA VALEUR DES APPORTS

1. Diligences mises en œuvre par le commissaire aux apports

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimées nécessaires par référence à la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relatives à cette mission.

Notre mission a pour objet d'éclairer l'associé unique de la société 2AGJY sur la valeur des apports devant être effectués par Monsieur JEAN-YVES DELAVOIS.

Nous avons, notamment :

- été en contact avec les personnes en charge de l'opération pour prendre connaissance de son contexte, des modalités comptables, juridiques et fiscales envisagées, en marge de l'examen du contenu du projet de contrat d'apport ;
- consulté les documents juridiques et financiers mis à notre disposition concernant la vie sociale ;
- pris connaissance de l'activité de la société S.A.S. APC au regard des comptes annuels du 30 septembre 2020 et 30 septembre 2021 ;
- examiné les approches d'évaluation mises en œuvre par les parties ;
- étendu les critères de valorisation à des analyses de valeurs intrinsèque et analogique ;

2. Réalité de l'apport

Dans le cadre de nos travaux, nous nous sommes assurés de la pleine propriété des titres détenus par Monsieur JEAN-YVES DELAVOIS.

Monsieur JEAN-YVES DELAVOIS a déclaré que les actions apportées sont valables, négociables et libres de tous gages.

3. Appréciation de la valeur de l'apport

Détermination de la valeur de l'apport par les parties

La méthode de valorisation de la société APC est basée sur la valeur nette comptable de la société au 30 septembre 2021.

La société APC a clos son dernier exercice social le 30 septembre 2021. A cette date, il a notamment été établi un bilan et un compte de résultat qui font ressortir un bénéfice net comptable de 126 161 € et un montant de capitaux propres de 171 999 €.

Par ailleurs, aucun événement depuis le 1^{er} octobre 2021 ne laisse présager de dégradation significative des capitaux propres.

Cette valorisation conforte la valeur d'apport.

D'autres méthodes de valorisations ont été mises en œuvre.

La méthode de l'actif net réévalué de la société tient compte des plus ou moins-values latentes sur les actifs et passifs de l'entreprise.

Les méthodes de rendement valorisent l'entreprise en fonction des bénéfices réalisés ou futurs, ou encore des dividendes versés.

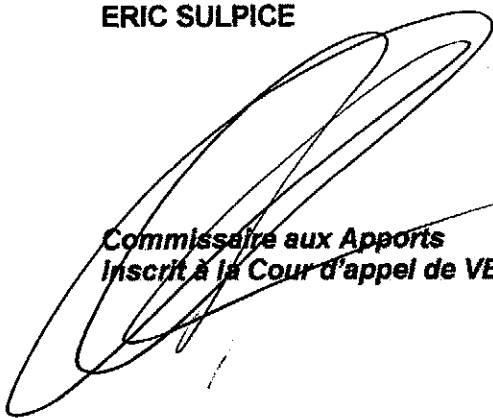
Ces valorisations confortent la valeur d'apport.

III – CONCLUSION

Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que la valeur de l'apport retenue s'élevant à 172 000 € n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal au montant du capital social de la société 2AGJY, bénéficiaire de l'apport en nature.

Fait à Chartres, le 17 décembre 2021

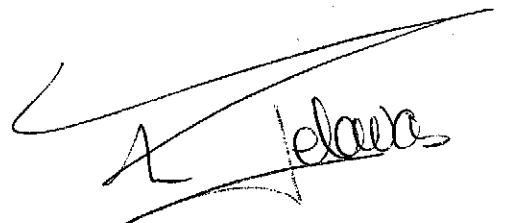
ERIC SULPICE



**Commissaire aux Apports
Inscrit à la Cour d'appel de VERSAILLES**

2AGJY
SAS au capital de 172.000 Euros
Siège social : 2 rue de l'Orme au Chat
28 630 BARJOUVILLE

STATUTS CONSTITUTIFS

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'A. Jelaas', is written over a horizontal line.

2AGJY
SAS au capital de 172.000 Euros
Siège social : 2 rue de l'Orme au Chat
28 630 BARJOUVILLE

STATUTS

LE SOUSSIGNE :

- Monsieur Jean-Yves DELAVOIS, né le 11/06/1970 à Saint-Pierre-d'Oléron (17), demeurant au 2 rue de l'Orme au Chat 28 630 BARJOUVILLE, de nationalité FRANCAISE,
Marié avec Madame Georgia BACON le 5 juillet 1997 à LE COUDRAY (28) sous le régime de la communauté légale à défaut de contrat de mariage préalable à leur union

A décidé de constituer une Société par Actions Simplifiée et a adopté les statuts établis ci-après :

GD

2
B77

Article 1^{er} – Forme

Il existe entre les propriétaires des actions créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement une Société par Actions Simplifiée régie par les dispositions des articles L227-1 à L227-20 et L224-1 à L224-4 du Code de Commerce et ses textes d'application ainsi que par les présents statuts.

La société fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés. Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

Article 2 – Dénomination

La dénomination sociale est : 2AGJY

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par Actions Simplifiées » ou des initiales « S.A.S » et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 3 – Objet

La société a pour objet :

- La prise de participations dans toutes sociétés quels qu'en soient la forme, l'objet et le pourcentage détenu dans le capital, afin de détenir et gérer tous titres sociaux ;
- Favoriser par ces participations le développement des opérations industrielles, commerciales et financières des sociétés filiales ou prises en participation ;
- A cet effet fournir, auxdites sociétés toutes prestations de service en matière informatique, administrative et comptable, ainsi qu'en matière de management au profit de ses filiales, et d'une manière générale, assistance de gestion courante ;
- L'acquisition, administration, vente, et gestion par voie de location ou autrement de biens immobiliers, et de tous autres biens de même nature dont elle viendrait à être propriétaire
- Toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes ;
- Le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation ou de prise ou de dation en location ou en gérance de tous biens ou droits ou autrement.

⑤

54³

Article 4 – Siège social

Le siège social est fixé au 2 rue de l'Orme au Chat 28 630 BARJOUVILLE.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par simple décision du Président et en tout autre lieu par décision collective ordinaire des associés.

Si la Société vient à ne comporter qu'un seul associé, la décision de transfert du siège social est prise par l'associé unique.

Article 5 – Durée

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée prévus aux présents statuts.

Article 6 – Apports

Le capital social est constitué par l'apport en nature des titres :

1/ De la SAS APC :

- **Objet de la société SAS APC**

La société APC est une Société par Actions Simplifiée dont l'objet principal, tel qu'indiqué au Registre du commerce et des sociétés, est :

- Ambulance transport sanitaire

- **Siège, durée et immatriculation de la société SAS APC**

Son siège social est : 13 Parc de l'Équerre 28 630 GELLAINVILLE.

Sa durée est de 99 ans jusqu'au 31 Juillet 2118.

Elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de VERSAILLES sous le numéro 503 117 012.

- **Capital de la société SAS APC**

Son capital social s'élève à DIX MILLE EUROS (10 000 €) et est divisé en MILLE (1000) actions de DIX EUROS (10 €) chacune.

Le capital social de la société est détenu par :

- Monsieur Jean-Yves DELAVOIS, à hauteur des 1000 actions de la Société

Aux termes d'un acte unanime en date du 13 décembre 2021, l'associé unique de la société SAS APC a agrégé la société 2AGJY en qualité de nouvelle associée.

- **Comptes sociaux de la société SAS APC au 30 septembre 2021**

Les comptes sociaux de la société SAS APC arrêtés au 30 septembre 2021 font apparaître les résultats suivants :

- Le chiffre d'affaires s'élève à 489 889 euros net.
- Le résultat de l'exercice se solde par un résultat net de 126 161 euros
- Les capitaux propres s'élèvent à 171 999 euros.

Apport des titres de la société SAS APC A la Société 2AGJY

Monsieur Jean-Yves DELAVOIS apporte à la Société 2AGJY, sous les garanties ordinaires et de droit et sous les conditions suivantes, les 1000 actions qu'il détient dans la SAS APC, soit la totalité.

Cet apport est évalué forfaitairement à CENT SOIXANTE DOUZE MILLE euros (172 000 €).

La société 2AGJY aura la propriété des droits sociaux apportés à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Elle en aura la jouissance à compter de cette même date.

L'évaluation des apports en nature ci-dessus a été effectuée au vu d'un rapport annexé aux présents statuts établis par la société ERIC SULPICE EXPERTISE ET AUDIT, Commissaire aux apports désigné par la future associée unique.

Rémunération de l'apport des titres de la société SAS APC

De convention expresse, Monsieur Jean-Yves DELAVOIS décide de la répartition suivante des titres reçus en contrepartie de son apport :

Les apports qui précèdent sont consentis et acceptés moyennant l'attribution à Monsieur Jean-Yves DELAVOIS de 172 000 actions de la Société 2AGJY dans les conditions ci-après.

En contrepartie de l'apport ci-dessus désigné, évalué à CENT SOIXANTE DOUZE MILLE euros (172 000 €), il est attribué à Monsieur Jean-Yves DELAVOIS, CENT SOIXANTE DOUZE MILLE (172 000) actions d'une valeur nominale de UN euro (1 €) chacune, entièrement libérées.

- **Régime fiscal**

L'apport de titres par Monsieur Jean-Yves DELAVOIS est soumis de plein droit au régime du report d'imposition, conformément aux dispositions des articles 150-0 B ter et 200 A, 2 ter-a du Code Général des Impôts.

Intervention du conjoint à l'acte

À l'instant est intervenue Mme Georgia BACON, épouse de M. Jean-Yves DELAVOIS, mariés sous le régime de la communauté des biens, qui, après avoir pris connaissance de l'apport effectué par ce dernier, a déclaré être dûment informée de cet apport fait avec des deniers communs, et renoncer définitivement à devenir personnellement associée de la société.

Article 7 – Capital social

Le capital social est fixé à la somme de CENT SOIXANTE DOUZE MILLE euros (172 000 €) divisé en CENT SOIXANTE DOUZE MILLE (172 000) actions de UN euro (1€) chacune.

Article 8 – Modifications du capital social

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision collective des associés prise dans les conditions de l'article 21 des présents statuts.

Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

5
JD

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes au prorata de leur participation dans le capital de la Société, dans les conditions légales. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription.

Article 9 – Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registres tenus à cet effet par la Société, dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

A la demande d'un associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société.

Article 10 – Indivision – Démembrement et nantissement d'actions

- 1- Indivision : les propriétaires indivis d'actions seront tenus de se faire représenter auprès de la Société et de participer à la prise de décision par un seul d'entre eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.
- 2- Usufruit et nue-propriété d'actions : Sauf convention contraire notifiée à la Société, si une action est grevée d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire sauf pour l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier.
- 3- Nantissement d'actions : Les associés ayant nanti leurs actions continuent de représenter seuls les actions par eux remises en gage.

Article 11 – Libération des actions

Les actions souscrites en numéraire sont obligatoirement libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominative et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

Le versement de la partie non libérée des actions souscrites en numéraire lors d'une augmentation de capital, doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président, dans le délai de cinq ans à compter, selon le cas, du jour de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés, ou du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze (15) jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à chaque titulaire d'actions.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions porte, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Article 12 – Modalités de la transmission des actions

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Leur transmission s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement dénommé « Registre des mouvements ».

La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard dans les six (6) jours qui suivent celle-ci.

L'ordre de mouvement, établi par un formulaire fourni ou agréé par la Société, est signé par le cédant ou son mandataire ; si les actions ne sont pas entièrement libérées, il doit être en outre signé par le cessionnaire.

La transmission d'actions, à titre gratuit ou en suite de décès, s'opère également par un ordre de mouvement transcrit sur le registre des mouvements sur justification de la mutation dans les conditions légales et sous réserves, le cas échéant, du respect de la procédure définie ci-après.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

Article 13 - Agrément

- 1) Les actions de la Société ne peuvent être cédées, y compris entre associés et aux ascendants et descendants, qu'après agrément préalable donné par décision collective adoptée à la majorité des deux tiers des associés présents ou représentés.
- 2) La demande d'agrément doit être notifiée au Président par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale, les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

Le Président notifie cette demande d'agrément aux associés.

- 3) La décision des associés sur l'agrément doit intervenir dans un délai de deux (2) mois à compter de la notification de la demande visée au 2) alinéa 1^{er} ci-dessus. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception.
Si aucune réponse n'est intervenue à l'expiration du délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.
- 4) Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

En cas d'agrément, la cession projetée est réalisée par l'associé cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du

cessionnaire agréé doit être réalisé dans les quarante-cinq (45) jours de la notification de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.

En cas de refus d'agrément, la Société doit dans un délai de deux (2) mois à compter de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions de l'associé cédant soit par des associés, soit par des tiers.

Lorsque la Société procède au rachat des actions de l'associé cédant, elle est tenue dans les six mois de ce rachat de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

Article 14 – Nullité des cessions d'actions

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation de l'article 13 sont nulles.

Article 15 – Exclusion

Est exclu de plein droit tout associé faisant l'objet d'une procédure de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire.

Par ailleurs, l'exclusion d'un associé peut être prononcée dans les cas suivants :

- Violation des statuts,
- Faits ou actes de nature à porter atteinte aux intérêts ou à l'image de marque de la Société,
- Exercice d'une activité concurrente de celle de la société,

L'exclusion d'un associé est décidée par l'assemblée générale des associés statuant à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités préalables suivantes :

- Information de l'associé concerné par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze (15) jours avant la date à laquelle doit se prononcer l'assemblée générale ; cette lettre doit contenir les motifs de l'exclusion envisagée et être accompagnée de toutes pièces justificatives utiles ;
- Information identique de tous les autres associés ;
- Lors de l'assemblée générale, l'associé dont l'exclusion est demandée peut être assisté de son conseil et requérir, à ses frais, la présence d'un huissier de justice.

L'associé exclu doit céder la totalité de ses actions dans un délai de quinze (15) jours à compter de l'exclusion aux autres associés au prorata de leur participation au capital.

Le prix des actions est fixé d'accord commun entre les parties ; à défaut, ce prix sera fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

La cession doit faire l'objet d'une mention sur le registre des mouvements de titres de la Société.

Le prix des actions de l'associé exclu doit être payé à celui-ci dans les six (6) mois de la décision de fixation du prix.

Article 16 – Droits et Obligations attachés aux actions

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

A moins d'une prohibition légale, il serait fait masse entre toutes les actions de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la Société, avant de procéder à toute répartition ou à tout remboursement, au cours de l'existence de la Société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale et de leur jouissance respectives, toutes les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives.

Article 17 – Indivisibilité des actions

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Article 18 – Présidence de la Société

La société est gérée et administrée par un Président, personne morale ou physique.

Lorsqu'une personne morale exerce les fonctions de Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions d'une durée supérieure à six (6) mois, il est pourvu à son remplacement par décision collective des associés. Le Président remplaçant est désigné pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Le président représente la Société à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la société, dans la limite de l'objet social.

Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que ces limitations soient opposables aux tiers, il est convenu que le Président ne peut agir pour les actes suivants, sans y être autorisée par une décision des associés prise à la majorité des deux tiers :

- Acheter, vendre ou échanger tous immeubles et fonds de commerce,
- Contracter des emprunts pour le compte de la Société, autres que les découverts normaux en banque,
- Constituer une hypothèque sur un immeuble social ou un nantissement sur le fonds de commerce.

Le président est autorisé à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

La rémunération du Président fixée par une décision collective des associés. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle.

Le Président est révocable à tout moment par décision collective des associés statuant dans les conditions de l'article 21 ci-dessous.

Est nommé Premier Président de la Société, pour une durée illimitée :

Monsieur Jean-Yves DELAVOIS né le 11/06/1970 à Saint-Pierre-d'Oléron (17), demeurant au 3 rue de l'Orme au Chat 28 630 BARJOUVILLE, de nationalité FRANCAISE

Article 19 – Commissaires aux comptes

Conformément à l'article L227.9.1 du Code de Commerce, les associés pourront être tenus de nommer par décision collective et dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, pour six exercices, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires ainsi qu'un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants destinés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès de ces derniers.

Article 20 – Conventions entre la Société et les Dirigeants et Actionnaires

Le Président doit aviser les Commissaires aux Comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre lui-même, l'un des dirigeants ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction de droit de vote supérieur à 10% ou s'il s'agit d'une

société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L233-3 du Code de Commerce et la Société, dans le délai d'un mois à compter de la conclusion de ces conventions.

Les Commissaires aux Comptes présentent à la collectivité des associés un rapport sur ces conventions. Les associés statuent chaque année sur ce rapport, l'associé intéressé ne participant pas au vote.

Article 21 – Décisions collectives des Associés

Les opérations ci-après font l'objet d'une décision collective des associés dans les conditions suivantes :

1) Décisions prises à l'unanimité :

- Toute décision requérant l'unanimité en application de l'article L227-19 du Code de Commerce,
- La transformation de la Société en Société en Nom Collectif ;

2) Décisions prises à la majorité des deux tiers :

- Dissolution et liquidation de la Société,
- Augmentation et réduction du capital,
- Fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- Agrément des cessions d'actions,
- Exclusion d'un associé,
- Toutes modifications statutaires ne relevant pas de l'article L227-19 du Code de Commerce.

3) Décisions prises à la majorité simple :

- Approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- Nomination et révocation du Président,
- Nomination des Commissaires aux Comptes,

Si la Société vient à ne comprendre qu'un seul associé, les décisions ci-dessus sont de la compétence de l'associé unique.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du Président.

Les décisions collectives des associés sont prises au choix du Président en assemblée, par consultation ou par correspondance.

L'assemblée est convoquée par le Président. La convocation est faite par tout moyen, y compris par voie électronique, dix (10) jours avant la date de la réunion. Elle comporte l'indication de l'ordre du jour, de l'heure et du lieu de la réunion. La convocation est accompagnée de tous documents nécessaires à l'information des associés.

Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'assemblée est présidée par le Président de la Société. A défaut, elle élit son Président. L'assemblée désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors des associés.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence et il est dressé un procès-verbal de la réunion qui est signé par le Président de séance et le secrétaire.

L'assemblée ne délibère valablement que si plus de la moitié des associés sont présents ou représentés.

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun par tous moyens. Les associés disposent d'un délai minimal de huit (8) jours à compter de la réception des projets de résolutions pour émettre leur vote, lequel peut être émis par lettre recommandée avec accusé de réception, télécopie ou par voie électronique. L'associé n'ayant pas répondu dans le délai de quinze (15) jours, à compter de la réception des projets de résolutions est considéré comme ayant approuvé les résolutions.

Le résultat de la consultation écrite est consigné dans un procès-verbal établi et signé par le Président. Ce procès-verbal mentionne la réponse de chaque associé.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par mandataire. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

Les procès-verbaux des décisions collectives sont établis et signés sur des registres tenus conformément aux dispositions légales en vigueur. Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par le Président et le secrétaire de l'assemblée. Au cours de la liquidation de la Société, leur certification est valablement faite par le liquidateur.

Article 22 – Exercice social

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1^e octobre et finit le 30 Septembre. Il est à noter que le premier exercice social sera clos le 20 Septembre 2022.

Article 23 – Affectation des résultats

Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice. Il fait apparaître, par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

- 5% au moins pour constituer la réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale aura atteint le dixième du capital social, mais reprendra son cours, si pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte ;
- toutes sommes à porter en réserves en application de la loi.

Le solde augmenté du report à nouveau bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable.

Le bénéfice distribuable est à la disposition de l'assemblée générale pour, sur proposition du Président, être, en totalité ou en partie, réparti aux actions à titre de dividende, affecté à tous comptes de réserves ou d'amortissement du capital ou être reporté à nouveau.

Les réserves dont l'assemblée générale a la disposition pourront être distribuées en totalité ou en partie après prélèvement du dividende sur le bénéfice distribuable.

Article 24 – Modalités de paiement des dividendes

1) L'assemblée générale a la faculté d'accorder à chaque associé pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en actions dans les conditions légales ou en numéraire ;

2) La mise en paiement des dividendes en actions ou en numéraire a lieu dans les délais prévus par la loi. Les modalités en sont fixées par l'assemblée générale ou, à défaut, par le Président.

Article 25 – Transformation

La Société peut se transformer en société d'une autre forme.

La décision de transformation est prise sur le rapport du Commissaire aux Comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en Société en Nom Collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en Société en Commandite Simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les associés qui acceptent d'être commandités.

La transformation en Société Anonyme ou en Société à Responsabilité Limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

Article 26 – Dissolution – Liquidation

La liquidation de la Société est effectuée conformément aux dispositions du Code de Commerce.

Le boni de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 27 – Contestations

Toutes contestations qui pourront s'élever pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés, ou entre un associé et la Société, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts ou plus généralement les affaires sociales, sont soumises à arbitrage.

A défaut d'accord entre les parties sur le choix d'un arbitre unique, chacune des parties désignera un arbitre, dans les quinze (15) jours de la constatation du désaccord sur ce choix, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception par la partie la plus diligente à l'autre.

Les deux arbitres seront chargés de désigner un troisième arbitre dans le délai de quinze jours suivant la nomination du dernier arbitre nommé.

Dans le cas où l'une des parties refuserait de désigner un arbitre ou à défaut d'accord sur le choix du troisième, l'arbitre « utile » sera désigné par le Président du Tribunal de Commerce de siège social, saisi par la partie la plus diligente.

Les arbitres doivent statuer dans un délai de deux (2) mois à compter de la désignation du Tribunal arbitral. Ils statueront en amiables compositeurs et en dernier ressort, les parties renonçant à la voie de l'appel à l'encontre de la sentence à intervenir.

Les frais d'arbitrage seront partagés entre les parties.

Fait à BARJOUVILLE (28 630)

Le 20 Décembre 2021,

En 3 originaux.

Monsieur Jean-Yves DELAVOIS

Lu et approuvé.

Bon pour acceptation des fonctions de Président.

Lu et approuvé
Arbitre lauréat.

Madame Georgia BACON, épouse DELAVOIS

« Lu et approuvé »

Lu et approuvé
Aide Soignant